

<https://ricochets.cc/L-Etat-et-le-capitalisme-agents-permanents-d-insecurite-et-de-separatisme-violents.html>



L'Etat et le capitalisme, agents permanents d'insécurité et de séparatisme violents

- Les Articles -

Publication date: jeudi 4 février 2021

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Plusieurs analyses de la loi dite "séparatisme" et du penchant habituel de l'Etat pour la surveillance et le contrôle de tout et partout.

- ▶ [Des lois « confortant le respect des principes républicains » et porteuse de « sécurité globale », vraiment ?](#) - En pleine pandémie, alors que les indicateurs sociaux s'affolent, la question se pose : à quoi vont servir socialement les lois dites « séparatisme » et « sécurité globale » ?

- ▶ extraits :

Si la loi « sécurité globale » a fortement mobilisé, celle dite « séparatisme » interpelle moins. Pourtant, toutes deux portent les mêmes potentialités liberticides et forment un diptyque législatif articulé. C'est le même silence qui a accompagné l'état d'urgence. Et c'est précisément ce silence qui a permis par la suite l'empilement de lois liberticides. Ce régime juridique censé contrer le terrorisme a donc été utilisé sciemment à la fois contre les quartiers populaires mais aussi contre les mouvements sociaux. Dans une situation verticale du pouvoir, l'inscription dans le droit commun de certaines mesures de l'état d'urgence a offert une formidable machine coercitive contre tout mouvement contestataire.

Bastamag

Les projets de lois dites « sécurité globale » et « confortant le respect des principes républicains » inquiètent par le risque qu'elles font peser sur des droits fondamentaux. Elles ont été précédées par l'état d'urgence qui portait en lui le paradigme juridique, politique et philosophique d'un mouvement normatif sécuritaire en France.

L'invocation par les États de problèmes de sécurité nationale ou de terrorisme s'est traduite par la pénalisation de nombreuses formes d'expression ciblant des militants, des journalistes, ou des citoyens lambda. Pour comprendre le glissement, il suffit d'observer l'expansion du domaine de la « radicalisation ». Longtemps accolé aux seuls « islamistes », le terme est désormais utilisé pour qualifier d'autres phénomènes : les Gilets jaunes, les militants écologistes, les mouvements politiques et d'opinions.

Bastamag

Avec le paradigme de l'état d'urgence, s'esquisse une forme de neutralisation politique des citoyens, anticipant et pénalisant leurs comportements jugés non conformes. Tout se jouera sur la question du pouvoir de mettre la vie de chacun sous tutelle, notamment dans l'occupation de l'espace public, où la question pénale glisse de l'innocence vers l'innocuité. Il s'agit moins pour chacun de prouver qu'il n'a pas commis une infraction pénale que de démontrer qu'il n'est pas dangereux. L'état d'urgence sanitaire est venu matérialiser ce glissement.

À travers ces projets de loi, la construction de l'ennemi déborde désormais du cadre du seul « islamiste ». S'arc-boutant sur le « terrorisme », « le communautarisme » et désormais « le séparatisme », des lois d'exception se sont accumulées d'abord contre ce que Hannah Arendt qualifiait de « groupe diffamé » ou « paria », à la fois « dehors et dedans ».

(...)

Les actes de guerre à l'extérieur des frontières nationales sont traités comme des opérations de maintien de l'ordre (op-ex) et les opérations de maintien de l'ordre à l'intérieur des frontières, comme des opérations de guerre. Le drone fait la jonction symbolique entre les deux. Ceux qui frappent en opération extérieur, sur des corps mouvants systématiquement identifiés comme « djihadistes ». Et ceux qui enregistrent en situation intérieur, les visages des manifestants en temps réel.

une transformation radicale de l'équilibre des pouvoirs institutionnels et constitutionnels. Une « dé-démocratisation », telle que définie par le philosophe Étienne Balibar comme « à la fois de la montée des mécanismes autoritaires et sécuritaires, de la perte de légitimité et de représentativité des institutions parlementaires, et du déplacement des centres de pouvoir réel hors d'atteinte du contrôle et de l'initiative des citoyens »

L'état d'urgence s'est prolongé deux ans. Le suspendre aurait été reconnaître son inutilité. Mais qu'un attentat survienne, et le voici justifié et renforcé. Quand bien même il n'avait pas pu l'empêcher. Le même travers sous-tend la société sécuritaire. Plus il se consolide, plus il entraîne la pénalisation d'actes et comportements jusque-là anodins ou innocents. Et plus il suscite des résistances qui justifieront son existence et son renforcement.

Ce régime juridique censé contrer le terrorisme a donc été utilisé sciemment à la fois contre les quartiers populaires mais aussi contre les mouvements sociaux. Dans une situation verticale du pouvoir, l'inscription dans le droit commun de certaines mesures de l'état d'urgence a offert une formidable machine coercitive contre tout mouvement contestataire. Loi travail et loi de lutte contre le terrorisme seront votées en quasi-concomitance d'ailleurs. En pleine pandémie, alors que les indicateurs sociaux s'affolent, la question se pose : à quoi vont servir socialement les lois séparatisme et sécurité globale ?

L'histoire nous l'enseigne, un État sécuritaire est un État légaliste. Le philosophe Giorgio Agamben note que l'état d'urgence est justement le dispositif par lequel les pouvoirs totalitaires se sont installés en Europe. Plus l'État est sécuritaire, plus il aura besoin d'une architecture juridique pour le porter et le justifier. Jusqu'à changer de nature et cesser d'être un État de droit ? En cela, n'est-ce pas alors là l'indice éclatant de sa propre radicalisation ?



L'Etat et le capitalisme agents d'insécurité et de séparatisme violents Le système en place détruit et sépare sous prétexte de « votre sécurité »

L'Etat et les gouvernements inversent les réalités

Conforter les principes républicains en les attaquant de toute part

Améliorer les libertés en les réduisant

Renforcer la sécurité en accroissant le chaos et la brutalité

La guerre c'est la paix

La liberté c'est l'esclavage

Signé : *Big Brother au Macronistan*

Cette analyse de gauche développée plus haut dans l'article de Bastamag est juste, mais elle s'arrête en chemin. En effet, la plupart de la gauche s'accroche encore au mythe de l'Etat protecteur, de l'Etat de droit moins pire des systèmes possibles, d'une économie capitaliste « réelle » qui serait contrôlable et bénéfique, [d'une technologie neutre](#), et [veut croire que la France est malgré tout une démocratie](#).

Les quelques protections portées par l'Etat sont très loin de compenser ses énormes inconvénients, et sur le fond l'Etat ne protège pas du productivisme, de l'enchaînement au travail (que ce soit à l'ouest ou à l'Est), puisqu'il en a besoin pour sa quête perpétuelle de puissance, de normalisation et de domination.

Les dispositifs de régulation sociale protectrice pourraient être obtenus autrement que dans le giron empoisonné de l'Etat, cet anaconda géant qui empêche de respirer.

l'Etat joue déjà « en temps normal » un rôle totalitaire, sécuritaire, autoritaire

Hors états d'urgence qui accélèrent et aggravent la répression et le contrôle de tout le monde, l'Etat joue déjà « en temps normal » un rôle totalitaire, sécuritaire, autoritaire.

Il est donc logique que dans une situation de crise quelconque l'Etat va accentuer et ancrer cette tendance atavique.

Si on veut vraiment se sortir du totalitarisme, du néo-fascisme, de l'autoritarisme policier généralisé, il ne faut pas tenter illusoirement de revenir à « l'Etat de droit » d'avant, ni rechercher de meilleurs gouvernements nationaux pour préserver les libertés et contrôler le capitalisme, il faudrait plutôt quitter l'Etat et le capitalisme, s'éloigner de la civilisation industrielle.

Avec un gouvernement de gauche ne remettant en cause ni l'Etat ni le capitalisme, on pourrait peut-être obtenir quelques améliorations sociales et politiques transitoires, mais les mêmes causes produisant les mêmes effets, ce serait reculer pour mieux sauter, les gouvernements suivants pourraient imposer une politique encore plus autoritaire, antisociale et antiécologique que le macronisme.

Dans ce cadre demeuré inchangé de la civilisation industrielle (du capitalisme, du patriarcat, du productivisme et de l'Etat), les catastrophes écologiques, climatiques et sociales continueront de se creuser, provoquant le durcissement de l'Etat, de la domination capitaliste, de la coercition, et la réapparition d'états d'urgence de plus en plus durs et permanents ornés de nouvelles lois tellement liberticides qu'il n'y aura plus de libertés à tuer.

Sans remettre profondément en cause l'Etat et le capitalisme, les autoritarismes en tout genre reviendront et se renforceront sans cesse

Pour sortir des impasses sécuritaires des lois "séparatisme" et "sécurité globale" (et tout ce qui va avec), il ne faudrait donc pas renforcer l'Etat de droit, mais plutôt remplacer l'Etat et le capitalisme par [de multiples petites entités fédérées, solidaires, organisées en démocratie directe](#) et cherchant des modes de production basse technologie en adéquation avec les équilibres écosystémiques (donc en finir avec le dogme de l'emploi, de la croissance, du progrès technologique, du travail transformé en argent...), où l'humain n'est pas un ogre dévoreur centre du monde, mais un animal parmi d'autres qui cherche à vivre avec l'ensemble du vivant.

Ca paraît totalement inatteignable, mais mieux vaut viser cet horizon vivable et stimulant plutôt que s'abîmer dans des impasses archaïques remplies d'ornières abyssales.

► Compléments et éclairages :

- [La destruction des libertés fondamentales n'amène pas la sécurité, bien au contraire](#) - Allons plus loin que demander de « meilleures » mesures au gouvernement ou l'espoir en de meilleurs gouvernements
- [Projet de loi « séparatismes » : des mesures anti-musulmans et liberticides totalement inacceptables](#) - Laïcité et république servent de cache sexe à une gestion ultra-autoritaire et policière des questions sociales et politiques
- [Séparatisme : bloc bourgeois, riches capitalistes et technocrates font sécessions](#) - Le communautarisme mafieux des riches empêche la venue de sociétés démocratiques et solidaires

- [JAMES C. SCOTT - L'ÉTAT - Moderniser, uniformiser, détruire](#) [Fiche de lecture]
- [Pandémie Covid-19 : Les États ne savent pas quoi faire, mais ils savent qu'il faut faire quelque chose](#) - Techniques autoritaires ou techniques démocratiques ?



Séparatisme : bloc bourgeois, riches capitalistes et technocrates font sécessions Les séparatistes ce sont eux ! #separatismeDesRiches